

Je me souviens...

MICHEL MOLITOR

Né à Bruxelles de parents wallons, la Wallonie a longtemps été pour moi une réalité géographique et culturelle et non politique. Mon père m'avait initié très tôt aux beautés sévères de l'Ardenne et à la richesse de l'art mosan, et j'ai passé les étés de ma petite enfance dans les douces campagnes qui environnaient Tournai, ville natale de ma mère où vivaient mes grands-parents. Mes cousins de Verviers et de Tournai n'étaient pas des Wallons, mais des Belges comme tout le monde. Leur manière de parler un peu chantante était une réalité pittoresque sans plus. Je ne me sentais pas particulièrement « Bruxellois », mais plutôt quelqu'un qui habitait à Bruxelles sans que cette qualité entraîne pour moi une identité particulière. J'avais par contre le sentiment d'habiter la capitale d'un pays qui comportait des provinces; la Wallonie, comme la Flandre étaient des provinces, ni plus, ni moins, c'est-à-dire des réalités familiales, mais un peu distantes où vivaient des semblables, légèrement différents. Je ne pensais d'ailleurs pas « Wallonie », mais Tournai, Ardennes, Luxembourg, Verviers, Dave (et même pas Namur), tous lieux familiaux. Dans les géographies acquises à l'école, Liège et le Hainaut, les aciéries et le charbon nourrissaient le pays. Il en était de même pour la Flandre. Il y avait la mer, des lieux « héroïques » comme Bruges et Gand et puis Anvers, la porte sur le monde. Deux années plus tôt, j'avais réalisé des séjours linguistiques d'une certaine durée dans une famille de Saint-Nicolas Waes. Je n'y avais pas découvert la Flandre, mais des gens éloignés de la capitale et qui parlaient le flamand. Mais à part cela, ils étaient comme tout le monde et je n'avais pas le sentiment qu'ils me considéraient comme quelqu'un d'une autre espèce. (Même si, en réaction à une remarque innocente que j'avais faite sur la présence des « almoezeniers » dans la vie sociale en Flandre, ils m'avaient taquiné sur le côté « *dwarskop* » qu'ils m'attribuaient à priori en raison de mon appartenance présumée à l'espèce wallonne.)

Arrivé en première année d'université à Louvain (Leuven) en octobre 1959, j'avais été rapidement confronté à une réalité nouvelle. Les manifestations de type « Leuven vlaams » et « Amnestie » avaient fait surgir une réalité singulière: une population étudiante porteuse d'une revendication pour moi inédite; l'affirmation d'une Flandre nouvelle, à partir du refus du système belge prévalant jusqu'alors. À Louvain/Leuven, les mondes étudiants vivaient de

manière étanche, sans partager les lieux de convivialité. Nous nous croisons. Au sens fort du terme, nous étions déjà une société de voisins, coexistant dans une ville, universitaire pour nous, avant d'être flamande.

Une partie des jeunes bourgeois bruxellois, catholiques et francophones, que l'on rencontrait alors à Louvain/Leuven étaient d'autant plus surpris par ces manifestations d'hostilité à l'égard d'une forme politique — la Belgique unitaire — qui leur semblait éternelle et incontestable, qu'ils avaient éprouvé leurs premiers émois politiques lors de la « guerre scolaire » (1954-1958) et pour les plus avertis ou pour les plus âgés lors de « l'affaire royale » (1950), deux épisodes dans lesquels la Flandre catholique était massivement intervenue à l'appui des thèses politiques qui étaient celles de leur milieu. Dans leur mémoire (ils ne savaient pas encore que la mémoire est politiquement construite — beaucoup ne le sauront d'ailleurs jamais). Les contestataires de l'ordre légitime étaient les socialistes (confondus, pour certains, avec les Wallons; le qualificatif « wallon » était d'ailleurs une sorte d'aggravation de l'incrimination socialiste).

J'avais été relativement vacciné contre ces représentations; ma famille n'était pas spécialement léopoldiste et les discussions autour de la table familiale conduites par un père issu de l'Athénée de Verviers (ce qui lui a permis de ne jamais comprendre le caractère parfois étouffant de conformisme de *certain*s — pas tous — collègues catholiques bruxellois dans les années cinquante) m'avaient permis assez tôt de comprendre deux choses. D'abord que les majorités politiques ou autres n'ont pas toujours raison. (J'approfondirai plus tard ce thème en lisant Tocqueville.) Ensuite qu'un compromis politique est toujours une manière de respecter le partenaire, surtout lorsqu'on a été des adversaires. Pour nous, les « socialistes » étaient à leur manière soucieux du bien commun et de l'intérêt public, en tout cas largement préférables aux thuriféraires du libéralisme. Nous avions des cousins dans ce camp qui se distinguaient d'ailleurs de beaucoup de leurs coreligionnaires en ce qu'ils ne partageaient pas l'anticléricalisme sommaire qui dominait alors dans beaucoup de milieux socialistes.

La majorité de mes camarades bruxellois à Louvain/Leuven ne partageaient guère cette vision des choses. Par contre les Wallons étaient plus nuancés. Certains — et souvent issus des milieux les plus modestes et des zones urbaines — confessaient que la coexistence avec le socialisme organisé était parfois fort difficile dès que l'on ne pensait pas comme eux. Il y aurait une analogie intéressante à faire entre ceux qui souffraient du conformisme politique du socialisme dominateur dans certaines communes et ceux qui souffraient du conformisme paroissial dans le monde voisin. D'autres qui n'étaient pas engagés dans des liens de concurrence politique directe avec les politiciens socialistes y voyaient des partenaires utiles, voire influents dont il n'était pas nécessaire de partager les idées dans une sorte de coexistence aimablement pacifique. (La version caricaturale de cette coexistence était bien exprimée par les parties de chasse auxquelles participaient les amateurs de tout acabit. Devant la perspective de tirer du gibier à l'occasion d'une bonne battue, il y avait des antagonismes de classe qui s'estompaient comme par magie.)

Pendant ma première année à l'université, j'étais sensible à d'autres réalités politiques : la guerre d'Algérie et l'affaire congolaise. Avec quelques amis du cercle de Sciences Po, rue des Poissonniers (Visserstraat) nous nous distinguons quelque peu des préoccupations de la majorité de nos collègues. Les images d'un monde d'équilibre et de progrès, véhiculées par l'exposition universelle de 1958, avaient été sévèrement corrigées par les événements internationaux. Nous étions très concernés par la guerre d'Algérie et résolument partisans de son indépendance. La question du Congo nous intéressait fort. Incidemment, j'ai passé la moitié de mes examens de première candidature le 30 juin 1960 devant certains professeurs le nez dans leurs journaux. L'année académique suivante, en seconde candi, nous nous sommes passionnés pour les élections américaines qui opposaient le vice-président Nixon à un jeune sénateur charismatique du nom de Kennedy. Après avoir interviewé quelques compagnons américains, nous avons pris fait et cause, sans nuance aucune, pour ce dernier qui représentait à nos yeux l'avenir.

Ce qu'on n'appelait pas encore la « question flamande » faisait partie du décor. Plusieurs de mes camarades étaient convaincus de la légitimité de la revendication d'une mise sur pied d'égalité de la culture flamande par rapport à la culture française socialement dominante. Je partageais ce sentiment sans en conclure que rencontrer cette revendication passerait nécessairement par le retrait des étudiants francophones de Louvain. Je pensais alors qu'il devrait être possible de faire coexister ces deux mondes, sans effets de domination de l'un sur l'autre. La thèse de l'homogénéité (linguistique ou autre) m'était parfaitement étrangère. Nous étions loin de comprendre qu'une dissension profonde à l'égard du système belge était en train de naître dans la conscience de nos contemporains en Flandre.

Nous parlions peu de ce qui allait être au cœur de nos discussions de l'année suivante : ce que d'aucun appelleraient le « problème wallon » ou, plus exactement, l'entrée en crise du système industriel wallon qui avait tiré l'économie belge pendant un siècle. Nous n'avions pas conscience de la fragilité de cet appareil économique. Il n'y avait pas beaucoup de Liégeois à l'UCL, mais les Hennuyers par contre étaient nombreux. La fermeture programmée des charbonnages ne leur semblait pas dramatique dans un contexte de plein emploi. L'heure était à un optimisme robuste. Le développement économique semblait aller de soi. L'apparition de nouveaux pôles industriels en Flandre ne nous semblait pas de nature à affaiblir l'industrie du sud du pays.

Les événements qui avaient suivi la proclamation de l'indépendance du Congo avaient profondément déstabilisé une partie de l'opinion publique belge qui opposait de manière très schématique les valeureux parachutistes (tous les soldats dépêchés au Congo n'étaient pas des parachutistes) et le monde politique jugé globalement responsable des troubles qui ravageaient l'ancienne colonie. La coalition gouvernementale sociale chrétienne-libérale présidée par M. Gaston Eyskens était complètement démonétisée, mais cela nous affectait peu. Il était temps de sortir de cet épisode et de passer à autre chose. Nous pensions aussi qu'il était urgent de rajeunir un monde politique encore largement ancré dans l'expérience et les réflexes de l'immédiat après-guerre.

Pour nous, à Louvain, peu au courant des affaires syndicales et complètement ignorants des choix réalisés par les grandes organisations de travailleurs — nous ne découvrirons qu'après les grèves le programme de réformes de structures de la FGTB, les grèves allaient éclater à la mi-décembre comme un coup de tonnerre. Au début, nous n'en avons saisi que la dimension événementielle. Nous les vivions comme des pannes d'un système affaibli par un gouvernement en survie. La machine économique comme les services publics étaient paralysées par un vaste mouvement dont nous ne percevions que très confusément les raisons. S'agissait-il d'autre chose que d'une violente stratégie d'opposition du PSB à la politique d'un gouvernement largement discrédité dans l'opinion publique ?

À Bruxelles, les transports en commun étaient pratiquement inexistantes (je me rappelle avoir été à pied chez un dentiste de la porte de Namur depuis le square Montgomery). Les centrales distribuaient moins d'électricité et des groupes électrogènes alimentaient certains bâtiments comme le Palais des Beaux-Arts où j'allais suivre avec bonheur l'Écran du séminaire des arts. Le courrier n'était plus distribué ce qui chagrinait l'amoureux que j'étais.

Pendant ces mois de l'automne 1960, je participais à un spectacle de capes et d'épées monté par un groupe d'amateurs, les Comédiens du Panier. Nous avions imaginé et monté un spectacle fantasmagorique que nous comptions promener dans quelques villes de province, pour terminer au printemps à Bruxelles sur la scène du théâtre du Collège Saint-Michel. Pendant cet hiver, nous avons bien été à Charleroi et à Namur en train, l'équipement étant véhiculé dans une camionnette. Le voyage en train ressemblait à une épopée ; les gares étaient occupées par des troupes en tenue de camouflage (on se rappelle la tenue des paras de Massu en Algérie et l'on comprendra l'analogie), les trains roulaient lentement, précédés par un wagon de marchandise rempli de sable pour prévenir d'éventuels sabotages. Nous prenions ces incidents avec humour, mais il est clair que la multiplication de ces dispositifs contribuait à créer un climat d'inquiétude.

Progressivement, le climat avait changé. Les violences se sont multipliées. On assistait à des tentatives de sabotage d'équipements collectifs et les manifestations se succédaient. Certaines mobilisations, notamment à Bruxelles, se sont soldées de manière dramatique. Derrière ces violences et les images de ces mobilisations, nous percevions une colère profonde, nous sentions qu'un drame se jouait dont nous n'avions pas les clés. Nous étions confrontés à des commentaires fort divers. Les journaux que nous lisions tenaient des propos très différents : la *Cité* tentait de justifier l'abstention des syndicalistes chrétiens dans la grève et désapprouvait les violences tout en se faisant l'interprète des inquiétudes du monde du travail. N'a-t-elle pas fait écho à la lettre des prêtres de Seraing qui à Noël ont dit leur solidarité avec les grévistes ? Le *Soir* couvrait les événements d'une manière neutre. *La Libre Belgique* se déchainait avec une énergie méprisante contre ce qu'elle définissait comme des mouvements quasi insurrectionnels ; c'est dans ce contexte qu'elle a inventé le vocable de « socialo-terroriste » pour qualifier les grévistes, souvent wallons et toujours so-

cialistes. Ces incriminations sommaires ont contaminé une partie de l'opinion publique. Une anecdote. Un de mes amis habitant en Ardennes était rentré à Louvain/Leuven après les vacances de Noël avec la voiture de sa mère faute de train. Près de Beauraing, il dérape sur une plaque de verglas et accroche la gouttière d'une maison bordant la route. Les constats à l'amiable n'existaient pas encore. Il est donc entendu qu'il rédigera son constat et que le propriétaire de la gouttière défoncée enverra le sien. À la grande surprise d'EB, il lira dans ce rapport qu'il était qualifié de *jeune gréviste socialo-terroriste*. Son digne père, médecin à Paliseul n'en est jamais revenu.

Avec le recul, le plus saisissant est l'absence d'interprétation proposée par les grands médias. Le drame était traité sur le mode de l'évènement, parfois dramatique, en occultant complètement ses racines profondes. Les publications étrangères, notamment *France Observateur* (l'ancêtre du *Nouvel Obs*) allaient plus loin en utilisant la renaissance de la lutte des classes comme principe de lecture de la crise belgo-wallonne. Il a fallu que nous lisions l'article de Maurice Chaumont publié dans *La Revue nouvelle* de mars 1961 et des *Courriers du Crisp* publiés cette année-là pour accéder à une meilleure compréhension de la grève. Plus tard cette même année, M. Chaumont invitera à Louvain Serge Malet qui, lors d'un séminaire flamboyant, nous permettra d'opérer une prise de conscience politique de ce qui s'était réellement joué lors des mois de décembre 1960 et janvier 1961.

En revenant à la fin de l'année 1960 et aux premières semaines de janvier 1961, nous avons vite compris que le monde du travail, et avant tout la Wallonie, était au cœur d'un drame profond. La session parlementaire avait repris dans les premiers jours de janvier et, avec quelques camarades, j'avais été à la Chambre assister aux interpellations des députés socialistes dans l'opposition (le PSB avait décidé de rester dans la légalité parlementaire en refusant la rupture politique avec le régime à laquelle il avait pourtant été invité par des leaders syndicaux). Notre professeur Yves Urbain, ministre démocrate chrétien de l'Emploi et du Travail, était sur le banc gouvernemental, littéralement écroulé sous les feux qui convergeaient sur lui avec une dureté peu commune. En 1961-1962, il nous donnera un cours impressionnant sur le thème du « problème wallon » dans lequel il démontrera sa connivence politique et intellectuelle avec les leaders du mouvement de grève, même s'il refusera les perspectives qu'ils revendiquaient, les réformes de structure et le fédéralisme. S'il affirmait sa préférence pour le capitalisme rhénan et le recours aux investissements étrangers pour relancer la Wallonie, il se tromperait cependant lourdement en pensant que ceux-ci s'orienteraient de préférence vers le sud du pays en raison de la qualité de la main-d'œuvre. Il n'avait pas compris que la nouvelle industrialisation, dans le montage automobile et dans l'électronique, se ferait sans travailleurs hautement qualifiés.

Nous avons le sentiment d'avoir été en marge d'un mouvement très profond qui nous concernait cependant au premier plan et nous pensions que nous ne pouvions rester plus longtemps des spectateurs. Sur le plan politique, nous avons pris directement parti pour la coalition associant socialistes et démo-

crates chrétiens présidée par Théo Lefèvre issue de élections qui ont suivi les grèves. Sur un autre plan, le mouvement étudiant se reconstituait lentement. C'est en relançant le mouvement étudiant, le Mubef sur des bases nouvelles que nous sommes entrés en contact avec des étudiants de la gauche de l'ULB et de Liège. C'est par leur canal que nous avons découvert l'amont syndical des grèves, le programme de la FGTB et les figures politiques qui le portaient. C'est un camarade de Liège, Jean Gol, qui m'a raconté comment il avait assisté, place Saint Lambert, au meeting au cours duquel André Renard avait fait le passage des réformes de structures au fédéralisme et les conclusions qu'il en avait tirées. Seul le fédéralisme donnerait à la Wallonie l'indispensable autonomie qui lui permettrait de ne pas s'asphyxier dans le contexte d'une Belgique dominée par la Flandre; dans le cadre belge, où elle était minoritaire, la Wallonie n'aurait aucune maîtrise des outils nécessaires à son re-développement. C'est dans ce contexte précis que plusieurs d'entre nous ont voulu teinter leurs propres engagements d'une solidarité nouvelle avec le monde du travail.

J'ai eu vingt ans cet hiver-là. Il me semble qu'au cours de cet hiver, j'ai perdu une vision candide de la politique, de l'histoire et du progrès. J'ai commencé à entrevoir les versions dramatiques de notre existence collective. Pendant ces mois, j'ai progressivement pris conscience que nos existences individuelles s'inscrivaient dans une histoire différente de celle que nous avons imaginée jusque-là. J'ai cru comprendre, avec une certaine dose d'illusion, qu'il nous fallait choisir entre la position du spectateur indifférent et l'effort de découvrir cette histoire, de la comprendre et de tenter d'y agir. J'ai compris plus tard le drame qui s'était joué pendant cet hiver et l'échec du mouvement dont la Wallonie et sa classe ouvrière avaient été les grandes matrices. J'ai éprouvé alors une colère qui ne s'est jamais vraiment tue devant l'absence de sens de l'histoire et de leurs responsabilités des dirigeants belges de l'économie. Mais, comme je l'ai écrit un jour, les images qui me reviennent de cet hiver long et froid restent en noir et blanc, comme un film d'Eisenstein. ■